

EIGENE WERTE BESTÄTIGEN – ANDERE WERTE ENTDECKEN

NOUVELLE SOCIÉTÉ HELVÉTIQUE – FORUM HELVETICUM

BERNE, 15 JUIN 2010

Le monde en mutation, des valeurs bafouées

de

Dick Marty

Le sujet de ce soir tel qu'il est décrit dans le carton d'invitation est ambitieux, vaste et d'une grande complexité. Pour ma part, je ne peux que proposer quelques réflexions qui se fondent sur les expériences que j'ai pu faire lors de mon parcours, toujours au front, à travers les trois pouvoirs de l'État.

Quelques dates significatives me paraissent marquer le passage dans le nouveau millénaire et la profonde transformation du monde dans lequel nous vivons.

Un événement, aussi spectaculaire qu'imprévu, avait déjà annoncé un changement qui allait bouleverser les équilibres géopolitiques, mettant fin à une longue période d'un équilibre bipolaire. Le 9 novembre 1989, la chute du Mur de Berlin, que personne n'avait prévue, ouvre une nouvelle ère. Aujourd'hui, vingt après, nul n'est à même d'établir un bilan complet de toutes les conséquences de cet événement majeur. Ce qui est certain, c'est que la Suisse a perdu irrémédiablement sa position confortable et rassurante entre les deux blocs, et doit désormais affronter une nouvelle période d'incertitudes et, hélas, aussi d'égarements, à la difficile recherche de nouveaux points de repère.

Une série d'autres dates symboles donnent la mesure de la transformation en cours du monde qui nous entoure et qui conditionne notre vie quotidienne ainsi que nos choix politiques. Le 11 septembre 2001, les Tours Jumelles de New York s'écroulent comme un château de papier et le centre névralgique de la plus puissante armée qui n'ait jamais existé est directement attaqué par un groupuscule de terroristes. C'est un traumatisme sans précédent, pire encore que la débâcle du Vietnam, une date qui gravera, elle aussi, une profonde césure dans l'histoire moderne.

Le 2 novembre 2005, Dana Priest fait état dans le Washington Post de l'existence de prisons secrètes de la CIA en Europe, une affirmation confirmée, le même jour par Human Rights Watch. Il faudra une grande détermination et une persévérance à toute épreuve pour démontrer que ces révélations n'étaient pas seulement exactes, mais que les gouvernements de très nombreux pays avaient collaboré, ou du moins toléré, un système d'enlèvement, d'emprisonnement et de torture de personnes suspectées de terrorisme, en dehors de tout cadre juridique et contre tous les principes à la base de nos sociétés démocratiques. Au nom de la « *guerre contre le terrorisme* » on a essayé et continue à essayer – non sans succès, hélas – de convaincre l'opinion publique que la sécurité du citoyen passe nécessairement par la restriction des droits fondamentaux.

Le 8 août 2008, les Jeux olympiques d'ouvrent à Pékin, symbole éloquent de la formidable transformation de la réalité géopolitique, une prise de conscience qu'avec le rapide développement de pays jadis en voie de développement les équilibres du monde sont en train de se modifier sensiblement. Comment ? Nul ne saurait encore le dire.

Le 15 septembre 2008, l'impensable arrive : Lehman & Brothers fait faillite, provoquant un effet domino dévastateur et entraînant la plupart des pays occidentaux à renier leurs principes libéraux et à intervenir avec les deniers publics pour sauver leurs principaux établissements bancaires privés. Un choc terrible qui déclenche une crise économique mondiale et ébranle tout le système financier international amenant plusieurs états au bord de la faillite. L'avidité et l'irresponsabilité de quelques banquiers ont ébranlé le système capitaliste, ce que quarante ans de communisme n'avaient jamais réussi à faire.

Acculée par la pression internationale, le 13 mars 2009, la Suisse accepte d'annuler la réserve à l'art. 26 de l'Accord-cadre de l'OCDE en matière de collaboration fiscale ; la distinction entre évasion et fraude fiscale, que personne n'avait jamais bien comprise, est ainsi abolie.

Le 19 août 2009, le Conseil fédéral signe avec les États-Unis un accord extrajudiciaire qui permet de soustraire l'UBS à des poursuites civiles et pénales aux États-Unis et engage la Suisse à donner suite à la demande de renseignements des autorités fiscales américaines concernant les comptes 4'450 clients de la banque suisse, fraudeurs du fisc américain. Le secret bancaire helvétique, principe pourtant solennellement proclamé comme non négociable par le Conseil fédéral récemment encore, est en train de se lézarder profondément.

Le 29 novembre 2009, le peuple suisse vote massivement en faveur de l'interdiction générale de construire des minarets dans le pays. Un autre mythe s'écroule, celui d'une Suisse tolérante et ouverte sur le monde, celui d'un peuple sage et prudent.

Enfin, le 21 avril de cette année, quelques jours après que Apple ait lancé le iPad, son nouveau bijou technologique qui pourrait révolutionner la presse aujourd'hui partout en difficulté, une plateforme pétrolière explose dans le Golfe du Mexique, provoquant une des plus graves catastrophes écologiques de tous les temps, qui démontre d'une façon aussi tragique que spectaculaire l'incapacité de l'homme de vraiment maîtriser les processus technologiques qu'il met en œuvre.

Ces quelques événements illustrent d'une façon éloquent, je crois, que nous avons bel et bien changé de millénaire et que le monde n'est plus ce qu'il était. Certes, le monde est depuis toujours dans un processus de continuelle transformation. Ce qui paraît nouveau, cependant, c'est la vitesse du changement et l'amplitude de la mutation en cours. La rapidité et l'imprévisibilité de la transformation créent un sens d'insécurité et d'anxiété diffuse dans la population et un sentiment de désarroi et d'impuissance dans la politique. Voilà créées, faute aussi d'une classe politique à la hauteur de ces formidables défis, les conditions de culture idéales pour l'éclosion et une diffusion rapide et dévastatrice du virus du populisme, de dérives sectaires et d'extrémismes de tout genre.

En 1993 Samuel Huntington publie son célèbre ouvrage « Le choc des civilisations ». Un livre, à mon avis, mauvais et néfaste. Il donne une image d'un Occident assiégé par des hordes hostiles et alimente ainsi, consciemment ou inconsciemment, un sentiment antimusulman, irrationnel et malsain. Les événements du 11 septembre seront promptement invoqués comme preuve évidente de la validité des théories de Huntington, ce que ce dernier, d'ailleurs, ne nie nullement. Il suffirait de se pencher sans préjugés sur l'histoire pour nous rendre compte que l'Islam, qui n'a pas connu de clergé, ni d'église, comme, par exemple, l'Église catholique fortement hiérarchisée, était une religion tolérante comme le démontrent les anciens temples des différents cultes, côte à côte, que j'ai eu l'occasion encore récemment de visiter en Syrie, dans les Balkans et à Derbent, dans le Daghestan, où, dans la même rue, il y a une mosquée, une église orthodoxe et une synagogue avec un centre social juif en activité dans un milieu très majoritairement musulman. La radicalisation de l'Islam, ou du moins d'une partie de celui-ci, a été, en fait, provoquée par l'esprit de conquête et de violence des puissances occidentales. Qu'il suffise de penser à la période coloniale et à la responsabilité européenne dans l'établissement de frontières artificielles et arbitraires au Moyen Orient, source de guerres et de tensions continues et cause d'insécurité permanente pour l'ensemble du monde. Rappelons aussi, à titre d'exemple, que la civilisation qui s'était développée sous le règne des Maures et se caractérisait par une remarquable tolérance et le haut niveau de culture fut balayée par la barbarie de l'inquisition espagnole.

Le 11 septembre a été l'occasion, je dirais une occasion rêvée, pour les faucons de la précédente Administration américaine, pour mettre en œuvre leurs dessins de conquête et de limitation des libertés individuelles. La guerre contre l'Iraq, déclenchée sur la base de preuves sciemment fausses, alors même que Saddam Hussein avait été leur fidèle allié pendant les Années quatre-vingt, la guerre contre Al Qaeda de ce Ben Laden, qu'ils avaient pourtant formé et armé contre les Soviétiques en Afghanistan, deviennent les atouts majeurs d'une politique étrangère, mais aussi un instrument de pouvoir interne. La « *peur de l'ennemi* » et l'exagération de leur danger est depuis toujours un instrument prisé par le pouvoir pour obtenir l'allégeance de l'opinion publique.

La « *guerre contre le terrorisme* », la grande affaire de la présidence Bush, a constitué un véritable recul de notre civilisation et notre culture juridique. La précédente Administration américaine était en effet de l'avis que le terrorisme n'est pas un phénomène qui peut être appréhendé avec les instruments classiques de la justice pénale (police, juge d'instruction, cour d'assises). Elle estimait qu'il s'agit, en fait, d'une guerre (« *war on terror* ») et non pas d'un phénomène criminel. Pas de n'importe quelle guerre, cependant ; une guerre asymétrique, ce qui – toujours selon l'Administration Bush – ne rend que très partiellement applicables les Conventions de Genève qui règlent le droit de la guerre classique et que Washington estimait désormais dépassées. On a ainsi créé, en dehors de tout contexte de droit international, la notion d'« *ennemi combattant* » et mis en œuvre des instruments totalement étrangers à notre ordre juridique et profondément contraires aux principes éthiques à la base de notre culture.

C'est ainsi qu'au cours de ces dernières années des centaines de personnes ont été

arbitrairement arrêtées par des services étatiques, transférées dans des centres de détention, connus ou secrets, mais échappant à toute juridiction ordinaire. Des centaines de personnes ont été, ou sont encore détenues depuis des années sans procès, sans accusations précises, sans pouvoir se défendre convenablement. D'autres personnes, beaucoup d'autres, ont été remises, en dehors de toute procédure d'extradition, à des États où elles étaient persécutées et où on pratique couramment la torture. Dans le langage de l'Administration américaine, il s'agit de « *extraordinary renditions* » ou, pour reprendre la définition d'un journaliste britannique qui nous apparaît plus appropriée, de la « *délocalisation de la torture* ». Certaines d'entre elles ont été libérées après des années de détention sans qu'aucune accusation n'ait été formulée à leur encontre, parfois ayant été manifestement objet d'une erreur sur la personne ; sans aucune parole d'excuse, sans aucune indemnité.

Si l'Administration américaine a fait un choix – à notre avis dramatiquement erroné – elle a eu au moins le courage de finir par l'assumer ; le 6 septembre 2006, le Président en personne reconnaissait l'existence de prisons secrètes et tentait d'en justifier l'utilité. L'attitude de l'Europe est particulièrement décevante : les gouvernements ont fait et persistent à faire semblant de ne pas savoir ce qui s'est passé ou, dans la meilleure des hypothèses, font tout pour ne pas le savoir. C'est grâce à des ONG, à la presse, aux recherches des rapporteurs du Conseil de l'Europe et du Parlement Européen que nous avons pu connaître la vérité, ou du moins une partie de celle-ci, souvent dans une totale et navrante indifférence des élites politiques. La justice a elle aussi, du moins dans certains pays, accompli un travail remarquable dans cette quête de vérité. C'est notamment le cas de l'Italie où le Ministère public de Milan a pu reconstruire dans le détail l'enlèvement de Abu Omar, transféré et torturé en Égypte ; les magistrats milanais identifièrent les deux douzaines d'agents américains qui participèrent à l'opération et furent à même de démontrer l'implication des services secrets militaires italiens. Les gouvernements italiens successifs, aussi bien de droite que de gauche, ont tout fait pour entraver l'enquête et saboter le procès, en s'opposant à l'administration de preuves décisives prétendument classées comme secret d'État. Cette obstruction à la recherche de la vérité est un exemple emblématique de l'attitude de nombreux gouvernements de cette Europe si fière de ses valeurs démocratiques et humanitaires. Quelle navrante hypocrisie entre les beaux discours et la réalité !

Enlèvements, prisons secrètes et techniques d'interrogatoire renforcées – une formule pudique pour désigner la torture – sont quelques exemples des moyens mis en action pour combattre le terrorisme. Il s'agit de mesures bien entendu illégales, tout le monde en est bien conscient ; l'Administration américaine les a appliquées d'ailleurs à l'extérieur de son territoire et jamais à l'encontre de citoyens américains, introduisant ainsi une forme de « *apartheid juridictionnel* ». Il n'est pas non plus nécessaire de démontrer que de tels moyens ne sont pas conformes aux valeurs morales qui sont à la base de nos sociétés libérales et démocratiques, même si d'aucuns essayent de soutenir que grâce à eux il est possible de sauver d'autres vies. Méthodes illégales, contraires à nos principes éthiques sont-elles au moins efficaces pour la prévention et la répression du terrorisme ? Franchement nous ne le pensons pas ; bien au contraire. En ayant recours à de tels moyens pour le combattre, on ne fait en réalité que de transformer des criminels en victimes; on leur

confère une légitimité, celle de combattre un état qui se comporte d'une façon illégale. En plus, on crée un mouvement de sympathie à leur égard, ce qui ne fait que les renforcer dans leur détermination ainsi qu'alimenter le prosélytisme. Ces abus systématiques entraînent une radicalisation et risquent de pousser les musulmans modérés, qui constituent l'énorme majorité de l'Islam, dans le camp des extrémistes. Les États-Unis et l'Europe ont assumé depuis des décennies le rôle d'exemple et de sentinelles en matière de protection des droits de l'homme. Ce qui s'est passé ces dernières années prive les pays occidentaux de toute crédibilité en ce domaine et compromet ainsi gravement la situation des droits de l'homme partout dans le monde. Avec quelle autorité peut-on maintenant dénoncer les violations des droits fondamentaux en Tchétchénie, dans les Balkans ou au Congo, pour ne citer que les régions dans lesquelles j'ai été en mission tout récemment ? Pour un État fondé sur la primauté du droit cette politique signifie également s'acheminer sur une voie sans issue : en acceptant la torture, infligée directement ou par procuration, l'État démocratique se prive de toute possibilité d'un procès pénal, ce qui signifie renoncer à la justice. Selon la Convention contre la torture, en effet, toute preuve obtenue par la torture est nulle et ne peut être invoquée dans un procès Droits de l'homme, séparation des pouvoirs, des valeurs piétinées.

Cette érosion des droits de l'homme a, hélas, atteint également le Conseil de Sécurité de l'ONU et de l'UE : les listes noires créées en matière de sanctions contre des personnes soupçonnées de soutenir le terrorisme sont un exemple scandaleux d'abus et d'arbitraire qui privent les intéressés de leurs droits fondamentaux. Celui qui vient à se trouver sur de telles listes, sur la base de simples soupçons, voit tous ses biens confisqués, il ne peut plus passer une frontière, ne peut conclure aucun négoce juridique. Il ne peut même pas se défendre, aucune instance de recours n'étant prévue. C'est l'arbitraire absolu. Cela est d'autant plus choquant si on pense que les institutions qui mettent en œuvre ces mesures sont supposées donner l'exemple en matière de démocratie et de protection des droits de l'homme.

En combattant le terrorisme en renonçant à la justice et en recourant à des moyens illégaux on veut faire croire aux citoyens que les instruments de l'état de droit ne sont pas aptes à faire face à la menace terroriste et à protéger nos populations. Ce serait, en somme, le moindre mal. Dans une décision récente et qui peut être définie historique, la Cour suprême des États-Unis a enfin reconnu que les impératifs de sécurité nationale ne permettent pas de bafouer les libertés civiles des prisonniers de Guantanamo. Selon la Constitution, les détenus ont le droit de contester leur détention ; les juges ont stigmatisé le statut particulier de Guantanamo – et à plus forte raison, donc, aussi des prisons secrètes – en faisant valoir que « *Les lois et la Constitution sont faites pour survivre et rester efficaces même dans des moments extraordinaires* ». Déjà en 2004, Sandra Day O'Connor, juge à la Cour Suprême, avait lancé un message percutant en ce sens : « *Si cette nation reste attachée aux idéaux symbolisés par son drapeau, elle ne doit pas utiliser les armes des tyrans pour résister à un assaut des forces de la tyrannie* ».

Un autre message dévastateur que la *guerre contre le terrorisme* fait passer depuis plusieurs années a trait à l'usage de la torture. Les « *restitutions extraordinaires* » suggèrent que si la torture ne sied pas tellement à nos habitudes elle est en

revanche parfaitement acceptable et utile si elle a lieu ailleurs. On met en discussion ainsi l'interdit absolu de la torture, pourtant consacré par des textes internationaux que nous avons souscrits et qui ont constitué une étape importante dans le progrès de notre civilisation. On fait valoir ainsi que des aveux ou des informations arrachés par la torture sont à même de sauver de nombreuses vies. C'est un argument fallacieux qui est d'ailleurs contredit par de nombreux spécialistes. La presse américaine a publié récemment un rapport confidentiel du Comité International de la Croix Rouge qui fait état de tortures et mauvais traitements systématiques à Guantanamo et dans les autres centres de détention. Tout cela a eu lieu grâce à la complicité de la plupart des démocraties occidentales, qui ont directement collaboré avec l'administration Bush, qui a toléré ou, dans la meilleure des hypothèses, a fermé les yeux.

Toutes les personnes enlevées, soustraites à la justice, torturées, humiliées, sont toutes des musulmans. C'est de cette façon qu'on a alimenté la légende du « *choc des civilisations* », mais c'est aussi de cette façon que l'Occident a perdu sa crédibilité et bafoué ses valeurs. On a transformé des criminels en des martyrs, on a humilié une civilisation en favorisant ainsi une radicalisation et alimenté une spirale de la violence. Le terrorisme on le combat et on peut le vaincre seulement avec la justice, une justice à tous les niveaux. Comment voulez-vous que des jeunes nés et grandis dans des camps de réfugiés, où leurs parents se trouvaient ou se trouvent encore depuis 1948, ne deviennent pas des révoltés ; que pensez-vous que deviendront les enfants qui grandissent dans l'enfer de Gaza, sinon des insurgés qu'on a privé de tout espoir. Tant que le problème de la Palestine ne sera pas résolu, on devra faire face au terrorisme. Oui, parce que l'injustice reste l'alliée la plus précieuse du terrorisme et c'est elle qu'il faut combattre en tout premier lieu.

Je me suis fait moi aussi une certaine idée de la Suisse. C'est la Suisse représentée symboliquement par le Saint Gothard, avec ses sources qui donnent naissance aux quatre fleuves qui coulent vers les quatre coins de l'Europe, vers les quatre cultures et langues de notre pays, le Saint Gothard avec son Hospice qui pendant des siècles a accueillis avec simplicité et chaleur les voyageurs qui parcouraient l'Europe, des gens simples, des commerçants, des exilés, des intellectuels, des politiciens, comme Goethe, De Saussure, Rimbaud, Balzac, Mazzini, Mendelssohn, Garibaldi, Cavour, l'Infante d'Espagne et beaucoup d'autres. Cet Hospice était en train de tomber en ruine dans l'indifférence générale. Avec des amis de la Fondation du Saint Gothard, nous avons décidé de le restaurer, pour qu'il continue à être le symbole d'une Suisse accueillante et ouverte sur l'Europe et le monde. L'Hospice restauré sera inauguré le prochain 1^{er} août. Il vient de recevoir, justement de l'Union Européenne, le label du Patrimoine culturel européen, une distinction qui a été attribuée à seulement trois sites en Suisse.

La Suisse d'aujourd'hui semble bien différente. Elle donne l'image d'être repliée sur elle-même, d'avoir peur des autres, de ceux qui sont différents. On débat de problèmes inexistantes : les minarets et la burka n'ont aucune signification pratique, ce sont des non-problèmes par excellence, comme le renvoi des criminels étrangers déjà contemplé par les lois en vigueur. Ces débats, je crains, n'ont d'autres buts que de jouer sur des émotions totalement irrationnelles, d'exploiter l'incertitude et les craintes des citoyens, surtout de ne pas parler et de ne pas affronter les vrais

problèmes du pays, tels le chômage des jeunes – un véritable scandale dans une société évoluée – ou les fameuses « *restructurations* » qui éjectent les cinquantenaires du circuit du travail sans aucun espoir pour eux de retrouver une occupation ; ou déclassé inexorable de la politique en faveur de grands consortiums d'intérêts opaques ; ou encore nos rapports avec l'Europe, ce qui nous obligerait à reconnaître que la période historique de la voie bilatérale est arrivée en fin de course et que notre souveraineté continue à se réduire, contraints que nous sommes de reprendre toujours plus de normes européennes pour l'élaboration desquelles nous n'avons rien à dire. L'autisme dont la politique fait preuve en matière de politique européenne est inquiétant et dangereux. Et encore. Pourquoi découvrons-nous tout à coup le charme de l'argent propre? Alors que c'est un impératif éthique qui s'impose dans une société démocratique et un choix politique qu'on aurait dû faire depuis longtemps! Pourquoi, une fois de plus, la politique a été à la traîne de l'économie, qui a opté pour la "Weissgeldstrategie" avant la politique, un choix dicté par des considérations qui n'ont certainement rien à voir avec de soudains scrupules de nature éthique?

Oui, je crois que l'édifice Suisse a besoin d'urgents travaux de rénovation, comme l'Hospice du saint Gothard qui lui, a retrouvé sa splendeur d'antan.